L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 26 AVRIL 1881. 54me Année.

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. MARDI, 26 AVRIL 1881.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN

Par le shérif à la Bourse des Négociants et des Encanteurs rue Royale, plusieurs terrains avec bâtisses et améliorations situés dans le 4e District. Pour plus de détails voir aux annonces.

Par Speer & Bouvier, au coin des rues Conti et Bourbon, chez Jos. Anglade, rayon forbide.

Une Banque Franco-Louisianaise.

Nous avons publié dernièrement les considérations présentées par M. A. Coutin dans une séance de la Chambre syndicale consultative du commerces français pour faire comprendre l'utilité d'une Banque Franco-Louisianaise à la Nlle-Orléans. Naturellement nous applaudissons le projet de Mr. hos vœux et nous souhaitons ardemment qu'il soit mis en pratique et qu'il réussisse. Le moment paraît favorable puisque les capitaux abondent partout, principalement en France et le fait a été doublement constaté et par la souscription à l'entreprise de M. de Lesseps et par la souscription à l'emprunt d'un milliard pour le développement des travaux publics en France. Ces deux expériences financières prouvent qu'il y a dans ce pays beaucoup de capitaux sans emploi, et qu'on ne sait où placer pour en tirer un revenu même modique.

La proposition de M. Coutin est fondée sur ce double fait qui paraît garantir le succès de son initiative, mais si nous l'approuvons et l'appuyons avec ardeur, nous n'en sommes pas moins tous à exposer les raisons qu'on peut mettre en avant, non pour la combattre, mais pour éclairer la question et démontrer toutes les difficultés de solution qu'elle comporte. La base du projet, si nous ne nous trompons, est une assistance réelle, prêtée à de certaines conditions, à l'industrie agricole de cet Etat, en lui fournissant des capitaux pour attendre la vente de ses produits reçus et mis en entrepôt à la Nlle-Orléans. Nous dirons tout de suite que les capitaux, au Etat actuel des choses, ne manquent jamais à ces produits ainsi reçus et emmagasinés. Quand le gage est là, l'argent est là aussi ; à cela, il n'y a aucune difficulté. D'ailleurs, un expéditeur de la campagne n'envoie pas ces produits pour les mettre en entrepôt et payer des frais d'assurance, de commission et d'emmagasinage. Il les envoie pour les vendre immédiatement, ce qui n'est pas difficile.

Le sucre, le coton, le riz et le maïs, ont leur prix courants, et les planteurs en ont verrainent pour des millions à la fois que ces produits seraient vendus en cinq minutes, si les planteurs voulaient se contenter du prix qui a cours sur le marché. Généralement, ils n'en demandent pas davantage, et ils n'expédient leurs récoltes que lorsque le prix leur convient. S'il ne leur convient pas, ils les gardent sur leurs habitations, ce qui ne leur coute rien, et attendant une hausse pour les envoyer au marché. Voilà la vérité sur cette affaire.

Il ne faut donc pas s'imaginer que l'argent manque ici pour l'achat des récoltes. On ne le trouverait fort; ce qui manque le plus, ce sont les récoltes. Le secrétaire du comptoir d'échange, M. Maynard en a fait l'expérience. Il a adressé de nombreux appels aux capitalistes en faveur d'une banque d'entrepôts, constitués comme celle dont M. Coutin a donné le projet à la Chambre de commerce français, et très peu de gens ont répondu à cet appel, qui est resté sans effet.

D'ailleurs ce que l'agriculture demande, ce ne sont pas des capitaux en échange de ses produits; les capitaux ne se refusent jamais en pareils cas; mais ce que l'agriculture demande, ce sont des capitaux pour l'assister dans son travail, c'est-à-dire pour lui procurer des bras, des animaux, de nos maux, en d'autres termes, des avances sur les récoltes futures.

Or, voilà le difficile. Une banque ne saurait s'aventurer ainsi. Un planteur achète une terre; il la paye rarement comptant, mais il a foi dans l'avenir, et se soumet à payer des intérêts pour la partie qui n'est pas payée. Il lui faut encore des instruments aratoires et des animaux; il a pu réserver de l'argent pour se les procurer; si non, il est obligé d'avoir recours sans délai au crédit. Nécessairement ce crédit lui coutera cher, en raison des dangers que courra la créance. Que la première récolte manque, ou même la seconde, et le planteur, épuisé, n'a plus aucune ressources. Il est forcément exproprié, et tout ce qui provient de la vente de son bien entre dans la poche du premier vendeur. Une banque bien conduite refusera toujours son assistance dans des cas de ce genre et ce sont les plus nombreux. Le planteur, qui réussit, fait autrement, et c'est ordinairement le petit planteur ou le fermier qui travaillé de ses bras et qui n'a besoin de l'assistance de personne.

Du reste, l'expérience du système d'avances accordées aux planteurs, a été faite et cela très malheureusement. Nous n'avons qu'à rappeler l'histoire de l'Association Consolidée des planteurs de la Louisiane et de l'ancienne Banque des Citoyens. Ces deux corporations avaient beaucoup de capitaux, principalement la dernière. Elles avancèrent des millions à l'agriculture, soit pour l'achat des terres, soit pour l'exploitation rurale, et cela à une époque ou rien ne faisait prévoir une catastrophe, et cependant ces deux corporations qui joujssaient dans cet Etat d'un crédit presque illimité, furent forcées de suspendre leurs opérations en 1841 et même plus tôt. On ne dira pas que l'abolition de l'esclavage fut la cause de leur chûte, car l'esclavage n'a été aboli que 25 ans après. Tout au plus l'abolition de l'esclavage a-t-elle entravé leur liquidation qui dure encore.

Mais si les banques d'alors ne purent donner à l'agriculture qu'un assez faciles et tourmenté, d'autres banques, moins considérables, serviront beaucoup au développement des améliorations locales. C'est à la Banque du Commerce que nous devons la construction des Water-Waters; c'est à la Banque des Améliorations que devons la construction de l'Hôtel St-Louis, qui coûtera malheureusement bientôt d'être la maison du gouvernement cet Etat. Hélas, ces deux banques ne survivront pas à leur œuvre. Une autre ne fit rien du tout, et périt sans laisser de traces, la banque de l'Atchafalaya. Une seule a fait et a survécu, la Banque du Canal, qui est encore en pleine prospérité aujourd'hui, jouissant de la confiance universelle.

D'ailleurs, les avances ne sont pas refusées à l'agriculture, et les facteurs sont toujours disposés à les faire, dès le moment qu'ils y trouvent des garanties raisonnables. Il ne faut pas oublier que ces facteurs non seulement prêtent de l'argent sur des produits reçus, emmagasinés et qui leur sont consignés, mais encore sur des produits futurs et très éloignées. Ils pourvont se livrer à ces opérations, mieux qu'une banque ne pourrait le faire, par la raison bien simple qu'ils se trouvent en relations personnelles avec les planteurs; ils les connaissent bien et savent jusqu'à quel point ils sont dignes de leur confiance. Mais une banque n'a pas ces informations; une banque est un corps consolidé qui est privé de tous les éléments d'instruction que la division procure; il ignore la situation individuelle des planteurs et ne peut avancer des fonds que sur des consignations de marchandises et de produits. Or, cela, comme nous l'avons expliqué, serait insuffisant pour faire vivre une banque avec tous les frais qu'occasionnent de pareilles institutions.

> Cela posé, ce notre devoir était de donner ces explications dans la mesure de notre savoir et de notre expérience, nous ne voulons pas décourager M. Coutin ni aucun des honorables membres qui composent la chambre syndicale du commerce français à la Nlle-Orléans, et nous ne voyons pas non plus qu'il y ait dans ces explications aucune raison de découragement. Une banque a nécessairement plus d'un but en vue, si elle n'est pas utile à une chose, elle est utile à une autre. Nous avons dit, dans un article précédent que l'avenir de notre ville ne dépendait pas uniquement de la construction de nouveaux chemins de fer, ni de la navigation du fleuve, bien que ces avantages doivent indubitablement contribuer beaucoup à sa prospérité.

Mais il n'y a rien de variable comme les avenues du commerce. Elles changent par le croisement de canaux dans des endroits où on les croyait impossibles; elles changent par la construction de voies ferrées qui sont possibles partout où il y a un sol à couper et à niveler; elles changent aussi par la découverte de mines de métaux ou de charbon, dans des régions réputées ne devoir renfermer aucune richesse. Ces découvertes donnent lieu à de grandes agglomérations de gens ayant besoin de communications avec les divers centres industriels d'un pays; ces besoins engendrent des combinaisons de transport par eau ou de roulage par terre; on finit par les mettre à exécution, et alors il arrive que de nouveaux intérêts prennent la place des anciens et que des villes s'élèvent quand d'autres tombent. Il ne faut donc pas compter éternellement sur des avantages naturels que l'homme peut modifier à sa guise quand il en éprouve la nécessité. La ligne ferrée du Pacifique sera achevée; celle de Little Rock sera construite et celle de Meridian aussi, trois grands centres cotonniers, que cela, tout en procurant à la Nlle-Orléans le transit de 1,500,000 balles de coton de plus, ne sera pas suffisant pour assurer ses progrès ultérieurs.

Il lui faut encore le secours des fabriques, car les fabriques seules assurent la richesse des cités et leur indépendance future. Or, c'est un champ immense à exploiter, un champ qui requiert capitaux, crédit, et l'assistance permanente de banques vraiment amies de l'industrie. La banque de M. Coutin en faviserait l'établissement des manufactures de coton à la Nlle-Orléans rendrait à cette ville d'immenses services. Ces établissements multipliés relèveraient la valeur des biens fonciers et fourniraient aux capitaux des placements sûrs et fructueux. Comme nous avons parfaitement la certitude que la banque Franco-Louisianaise ne manquerait pas d'entrer dans cette voie de régénération locale, parce qu'elle y trouverait son intérêt, nous saluons de tous nos vœux le projet financier dont il a été question à la dernière séance de la chambre syndicale du commerce français, et nous forons tout ce qui sera en notre pouvoir pour qu'il y soit donné suite et pour qu'il réussisse.

WASHINGTON.

Un simple mot suffit, dit un de nos confrères de New York, aujourd'hui, comme il y a huit jours, comme il y a un mois pour caractériser la situation politique à Washington : " Le gouvernement est à la côte."

Divisé en deux camps, le parti républicain perpétue une situation qui doit singulièrement déplaire au président Garfield; ses nominations attendent la sanction définitive.

Les sénateurs démocrates, qui n'ont rien à démêler dans ce conflit d'ambitions, y assistent impassibles. Afin de remplir les loisirs des séances d'où l'ordre du jour est exclu, point de la confirmation des nominations envoyées par le président, nos pères conscrits se livrent à des revues rétrospectives sur la politique générale. Les républicains cherchent à raviver les haines sectionnelles. Ils poursuivent le Sud de leurs odieuses calomnies; ils inventent des atrocités dont ils aggravent nos malheureuses paroisses. Les démentis, avec pièces à l'appui, pleuvent des rangs des sénateurs démocrates, mais le coup est porté, la haine de nos adversaires est satisfaite et la question revêt pour recommencer le lendemain sur ces mêmes données.

Et cela dure depuis le 4 mars, sans interruption aucune. L'esprit de concorde ne règne guère parmi les sénateurs républicains. Ils avaient cru layer toutes les difficultés qu'offrait le chiffre des sénateurs démocrates par l'adhésion au républicanisme de M. Mahone, du parti démocratique de la Virginie de l'Ouest. Cette apostasie n'a fait qu'envenimer la question.

Un journal satirique, le Graphic, publie ce qui suit :

"Est-ce que le Sénat des Etats-Unis est en train de devenir une échoppe de Ministraln? Cela y ressemble beaucoup. Allez, gentlemen! Soutenez la parade! Un nouveau programme par jour! Spectacle gratis! Opéra Sam pais les frais!"

Arrivée à New-York de M. Léon Chotteau.

Une dépêche de New-York annonce l'arrivée en cette ville de M. Chotteau, qui a déjà visité le pays, se faisant le propagateur de l'idée d'un traité de commerce entre les Etats-Unis et la France.

M. Chotteau a dit au rapporteur d'un journal, qu'il avait fait le projet de parcourir les Etats du Sud, le Texas en particulier, afin de s'assurer des ressources qu'offre ce pays. Comme résultat de ses représentations, il dit qu'une Compagnie au capital de vingt millions de francs s'est formée dans le but de transporter les produits américains, sans les faire passer par les ports anglais. Déjà un agent de cette Compagnie s'est rendu dans l'Ouest, achetant des chevaux et du bétail; l'embarquement de ces premiers achats aura lieu avant un mois. Il ajoute que dans une brochure publiée par lui il a constaté la variété et l'abondance des céréales américaines. Une grande association a été formée pour l'importation en France des produits de l'industrie américaine. Le tarif français actuel s'oppose à l'entrée de ces marchandises, et ce nouveau tarif qui sera mis en opération en juin prochain, ouvrira le marché français à ces produits.

Il a terminé en disant que bientôt les filatures de coton en Amérique rivaliseraient avec celles d'Angleterre et de France.

Interrogé s'il était l'agent de l'une de ces compagnies dont il avait parlé, il a répondu que non, mais qu'il était grandement intéressé à leur succès.

Concordia.—Rien n'est plus facile que d'avoir des demandes à nos établissements, et si l'on était attentif aux besoins de la maison on serait dans peu satisfait. Il est impossible qu'il n'y ait pas quelque chose dont Mr. Mage ne fasse des parfumeries qui ont l'air de venir de Paris. Si on lui donnait les ordres, il pourrait étudier les catalogues chez l'épicier et elles y trouveront toutes les articles qu'elles désirent qui facilitent beaucoup pour la propreté et satisfaisante expédition des commandes.

ARTHUR DURIEU, de l'Etoile Rouge.

Les pastilles P. Wertheim doit l'accroissement, quant de sa réputation à l'universe empêcheront qu'elles ne soient qu'elles sont de M. Wolfe des autres sortes, sont plaines de Menthe-Poivrée, et composée avec de fabriques différentes qui lui donnent des expédition, est des ventes. Ces pastilles de Wertheim et de Chickering, sont évidemment les plus recherchés aujourd'hui. La solidité de leur composition rend les